

**COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

[C - 97/31158]

Promotion. — Nominations

Par arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale du 6 mars 1997, M. Benoît Yernaux, est promu, à partir du 1^{er} mars 1997, selon les règles de la carrière plane, au grade d'ingénieur principal, dans le cadre linguistique français.

Par arrêtés du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale du 30 janvier 1997, Mme Brigitte Paternostre et M. Philippe Henry de Generet sont nommés, à la date du 1^{er} janvier 1997, à titre définitif au grade de secrétaire d'administration, dans le cadre français.

Par arrêtés du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale du 30 janvier 1997, Mlle Edith Poot et M. Dirk Lalemant sont nommés, à la date du 1^{er} janvier 1997, à titre définitif au grade de secrétaire d'administration, dans le cadre néerlandais.

**GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

[C - 97/31158]

Bevordering. — Benoemingen

Bij besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad van 6 maart 1997, wordt de heer Benoît Yernaux, vanaf 1 maart 1997, bevorderd tot de graad van eerstaanwezend ingenieur, volgens de regels van de vlakke loopbaan, in het Franse taalkader.

Bij besluiten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad van 30 januari 1997, worden Mevr. Brigitte Paternostre en de heer Philippe Henry de Generet, vanaf 1 januari 1997, vast benoemd in het Frans kader tot de graad van bestuurssecretaris.

Bij besluiten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad van 30 januari 1997, worden Mej. Edith Poot en de heer Dirk Lalemant, vanaf 1 januari 1997, vast benoemd in het Nederlands kader tot de graad van bestuurssecretaris.

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

MINISTERE DE L'INTERIEUR

[C - 97/462]

**9 JUNI 1997. — Circulaire
relative à la réforme de la comptabilité communale :
application des nouvelles dispositions**

A Madame la Gouverneur de Province

A Messieurs les Gouverneurs des Provinces

Pour information à :

Aux Collèges des Bourgmestre et Echevins

Madame la Gouverneur,

Monsieur le Gouverneur,

Un arrêté ministériel a modifié l'arrêté ministériel du 30 octobre 1990 portant exécution de l'article 44 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale, modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1994 et par l'arrêté ministériel du 29 avril 1996.

Les modifications apportées concernent la classification des codes économiques et la classification des comptes généraux. Elles ont été arrêtées après consultation des Régions et en tenant compte de l'expérience acquise au niveau des communes.

Afin de permettre une application aisée des nouvelles dispositions, je vous adresse en annexe une note technique mettant en lumière toutes leurs spécificités.

Je vous demande, Madame, Monsieur le Gouverneur, de porter sans délai, la présente circulaire à la connaissance des autorités communales.

Le Ministre de l'Intérieur,
J. Vande Lanotte.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 97/462]

**9 JUNI 1997. — Omzendbrief betreffende de hervorming
van de gemeentelijke comptabiliteit :
toepassing van nieuwe bepalingen**

Aan Mevrouw de Provinciegouverneur

Aan de Heren Provinciegouverneurs

Ter informatie :

Aan de Colleges van Burgemeester en Schepenen

Mevrouw de Gouverneur,

Mijnheer de Gouverneur,

Een ministerieel besluit heeft het ministerieel besluit gewijzigd van 30 oktober 1990 tot uitvoering van artikel 44 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 25 maart 1994 en het ministerieel besluit van 29 april 1996.

De aangebrachte wijzigingen betreffen de classificatie van de economische codes en de classificatie van de algemene rekeningen. Hiertoe werd beslist na raadpleging van de Gewesten en rekening houdend met de op het vlak van de gemeenten opgedane ervaring.

Om een gemakkelijke toepassing van de nieuwe bepalingen mogelijk te maken, stuur ik als bijlage een technische nota waarin de aandacht wordt gevestigd op al hun bijzonderheden.

Ik verzoek u, Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur, deze omzendbrief onverwijld ter kennis te brengen van de gemeentelijke overheden.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. Vande Lanotte.

NOTE TECHNIQUE CONCERNANT L'ARRETE MINISTERIEL DU 9 JUIN 1997

NOUVEAUX CODES ECONOMIQUES

Code	Libellé	1	2	3	4	5
140-08	Assurance du matériel de la voirie et des cours d'eau	D	O	O	61509	71
911-58	Non-valeurs des emprunts de préfinancement	D	-	E	17501	92

MODIFICATIONS DE CODES ECONOMIQUES

Code	Libellé	1	2	3	4	5
466-08	Fonds régionaux spécifiques	R	-	O	73406	61
774-51	Ventes de machines et de matériel d'équipement et d'exploitation	R	-	E	77241	81
891-51	Remboursement anticipé des prêts et remboursement des prêts à échéance unique par l'Autorité supérieure	R	-	E	27545	82

NOUVEAUX COMPTES GENERAUX

Compte général	Libellé	Rubrique du bilan	Préfixe du compte part	(5) *
08001	Débiteurs de droits de tirage de subsides d'investissements			N
08002	Droits de tirage de subsides d'investissement à la disposition de la commune			N
41900	Créances sur les intercommunales en comptes courants	VII.B.4°	0021	N
42844	Soldes exigibles des prêts à l'Autorité supérieure	VII.D.	0021	N
42846	Soldes exigibles des prêts aux autres pouvoirs publics	VII.D.	0021	N
46900	Dettes aux intercommunales en comptes courants	VIII.D.'	0021	N
55206	Comptes d'ouvertures de crédit sur emprunts à la Caisse d'épargne et de retraite	IX.B.	071	N
58206	Paiements en cours sur comptes d'ouvertures de crédit sur emprunts à la Caisse d'épargne et de retraite	IX.C.	072	N

NOUVELLES RUBRIQUES DE COMPTES GENERAUX

- 08 DROITS DE TIRAGE
419 CREANCES EN COMPTES COURANTS
469 DETTES EN COMPTES COURANTS

MODIFICATIONS DE COMPTES GENERAUX

Compte général	Libellé	Rubrique du bilan	Préfixe du compte part	(5) *
42530	Récupération des remboursements anticipés des emprunts et des remboursements des emprunts à échéance unique à charge de tiers	VII.D.	0021	N
43521	Remboursements anticipés des emprunts et des emprunts à échéance unique contractés au Crédit communal	VIII.A.'1°	0021	N
43529	Remboursements anticipés des emprunts et des emprunts à échéance unique contractés auprès des autres organismes de crédit	VIII.A.'1°	0021	N
49999	Compte de reprise	X ou X.'		N

MODIFICATIONS DES RUBRIQUES DE COMPTES GENERAUX

- 4253 RECUPERATION DES REMBOURSEMENTS ANTICIPES DES EMPRUNTS ET DES REMBOURSEMENTS DES EMPRUNTS A ECHEANCE UNIQUE A CHARGE DE TIERS
433 LE TEXTE NEERLANDAIS EST MODIFIE

JUSTIFICATION DES MODIFICATIONS

1. CODES ECONOMIQUES

1.1 NOUVEAUX CODES ECONOMIQUES

1.1.1 140-08 Assurance du matériel de la voirie et des cours d'eau

Les communes rencontrent actuellement un problème pour la liquidation des assurances relatives à du matériel divers qui n'est pas du matériel de transport proprement dit (par exemple l'assurance d'un bulldozer).

La création du code économique 140-08 permet de résoudre ce problème.

1.1.2 911-58 Non-valeurs des emprunts de préfinancement

Afin d'éviter la comptabilisation de ce type de non valeur via le code économique 701-51, les communes utiliseront ce nouveau code spécifique qui se révèle nécessaire.

1.2 MODIFICATION DES CODES ECONOMIQUES

1.2.1 466-08 Fonds régionaux spécifiques

Le libellé actuel du code économique 466-08 "Dotation particulière" est remplacé par "Fonds régionaux spécifiques" car :

- Cette notion n'existe plus;
- Il s'avère nécessaire d'avoir un code pour des fonds et/ou d'autres formes de subsides qui existent déjà ou à créer au niveau des régions.

Il s'agit pour les communes de recettes ordinaires. (par ex. : Het "Social impulsfonds" en Flandres).

Les pouvoirs de tutelle pourront réglementer l'utilisation de ce code via les instructions budgétaires en définissant le libellé spécifique au niveau de l'article budgétaire. La combinaison code fonctionnel et code économique 466-08 permettra cette utilisation; si plusieurs fonds régionaux spécifiques sont créés, ils seront différenciés par l'utilisation de code fonctionnels à 4 ou 5 chiffres.

1.2.2 774-51 Ventes de machines et de matériel d'équipement et d'exploitation

L'Arrêté ministériel du 29 avril 1996 permet la liaison des comptes généraux du groupe 2330x "Matériel d'équipement et d'exploitation" à des comptes particuliers du type "05, individualisés" ou "06 globalisés".

Or le code économique 774-51 "Ventes de machines et matériel d'équipement et d'exploitation" est directement lié au compte général 23301.

De ce fait si la commune valorise ce type d'immobilisé dans des comptes particuliers 06 (globalisés) il s'avère impossible de trouver effectivement la valeur comptable du bien vendu, puisqu'elle n'est pas suivie "individuellement dans ce type de compte".

Donc dans ce cas la vente de ce matériel entraînera automatiquement une plus-value du prix de vente au compte général 77241 "Plus value sur réalisation d'actif immobilisé" sans tenir compte de la valeur comptable du bien.

Le code économique 774-51 "Ventes de machines et de matériel d'équipement et d'exploitation" est relié au compte général 77241 comme c'est le cas pour l'ensemble des comptes de ventes d'actifs qui doivent ou qui peuvent être attachés à un compte particulier 06.

1.2.3 891-51 Remboursement anticipé des prêts et remboursement des prêts à échéance unique par l'Autorité supérieure

L'Arrêté ministériel du 29 avril 1996 a assimilé pour l'ensemble des emprunts la notion de remboursement des emprunts à échéance unique (ou leur récupération) à la notion de remboursement anticipé.

Lors de cette mise à jour, la modification du libellé de ce code économique 891-51 avait été oubliée.

2. COMPTES GENERAUX

2.1 NOUVEAUX COMPTES GENERAUX

2.1.1 08001 Débiteurs de droits de tirage de subsides d'investissements

08002 Droits de tirage de subsides d'investissement à la disposition de la commune

Ces comptes sont créés dans la classe 0 "Droits et obligations non repris au bilan".

Les communes obtiennent de plus en plus la possibilité de droits de tirage sur subside d'investissement qui s'étendent sur plusieurs exercices.

Lorsque la commune ne fera pas usage de ce droit de tirage pour un exercice comptable, elle comptabilisera cette "créance potentielle" sur ces deux comptes.

Dans le cours de l'exercice comptable où elle exercera effectivement son droit de tirage et qu'elle créera sont droit constaté, l'écriture dans les comptes 0800x sera contre-passée.

Ces comptes pourront également être utilisés dans des cas plus spécifiques et notamment :

- pour le droit de tirage du fonds d'investissement flamand;
- pour les droits de tirage que les communes obtiennent dans certaines intercommunales.

2.1.2 41900 Créances sur les intercommunales en comptes courants

46900 Dettes aux intercommunales en comptes courants

Les relations financières des communes avec les intercommunales (plus spécifiquement dans le secteur énergétique) amènent à la création de ces deux comptes.

L'objectif est d'obtenir un parallélisme entre la situation comptable de l'intercommunale dans le bilan de la commune et la situation du compte courant de la commune dans la comptabilité de l'intercommunale.

De ce fait, toutes les créances et toutes les dettes (droits constatés et imputations) relatives aux intercommunales seront regroupées sur ces comptes.

Au niveau de la comptabilité communale, le solde "global" de ces comptes devrait être, en principe, débiteur.

Dans le cours de l'exercice, seul le compte 41900 devra être utilisé.

A la clôture si le solde du compte 41900 présente un solde créditeur, celui-ci sera transféré par une opération de clôture au crédit du compte 46900.

La création de ces comptes amène la création de la rubrique 469 "dettes en comptes courants".

La totalisation dans les rubriques du bilan se feront de la manière suivante :

- ACTIF - VII.B.4° Créances diverses : 416/419+461;
- PASSIF - VIII.D' Dettes diverses : 464/469.

2.1.3 42844 Soldes exigibles des prêts à l'Autorité supérieure

42846 Soldes exigibles des prêts aux autres pouvoirs publics

La sous-rubrique 428 des comptes généraux "soldes exigibles" est utilisée en cas de remboursement anticipé de prêts accordés ou en cas de remboursement de prêts à échéance unique.

Pour les prêts aux entreprises et aux ménages et ASBL, les comptes 42841 et 42842 existent déjà.

Pour les prêts à l'Autorité supérieure et aux autres organismes, ces comptes n'existaient pas.

Ce type de transaction comptable existe cependant; d'où la création des deux comptes 42844 et 42846.

2.1.4 55206 Comptes d'ouvertures de crédit sur emprunts à la Caisse d'épargne et de retraite

58206 Paiements en cours sur comptes d'ouvertures de crédit sur emprunts à la Caisse d'épargne et de retraite

Les communes font régulièrement appel à la CGER en matière d'emprunts.

Cet organisme financier utilise les mêmes procédures en matière d'ouverture de crédit d'emprunt que le Crédit communal.

Une analogie existe donc avec le compte 55006; d'où la nécessité de créer le compte 55206 et en suite logique le compte 58206 pour les paiements en cours.

2.2 MODIFICATIONS DE COMPTES GENERAUX

2.2.1 42530 Récupération des remboursements anticipés des emprunts et des remboursements des emprunts à échéance unique à charges de tiers

L'Arrêté ministériel du 29 avril 1996 a modifié le libellé du code économique 893-51 dont la contrepartie dans les comptes généraux est comptabilisée dans le compte 42530.

L'adaptation du libellé de ce compte avait été omise dans cet arrêté ministériel.

2.2.2 43521 Remboursements anticipés des emprunts et des emprunts à échéance unique contractés au Crédit communal

43529 Remboursements anticipés des emprunts et des emprunts à échéance unique contractés auprès des autres organismes de crédit

L'Arrêté ministériel du 29 avril 1996 a modifié le libellé des codes économiques en relation avec la comptabilisation sur les comptes généraux 43521 et 43529 dont le libellé a été étendu à la notion d'emprunt à échéance unique. Le présent arrêté modifie dans ce sens le libellé des deux comptes généraux qui avait été omis.

2.2.3 49999 Compte de reprise

Le libellé du compte 49999 "compte de reprise de l'ancienne comptabilité budgétaire" n'a plus de raison d'être. Cependant, dans la pratique un compte spécifique à des situations de reprises peut s'avérer indispensable; (par exemple reports d'un exercice à l'autre ou encore mutations de receveurs).

Le libellé du compte est modifié "Compte de reprise" sans autre spécification, et il appartient à l'Autorité de tutelle d'en réglementer l'utilisation.

[C - 97/46201]

TECHNISCHE NOTA BIJ DE MINISTERIELE OMZENDBRIEF VAN 9 JUNI 1997 NIEUWE ECONOMISCHE CODES

Econo- mische code	Omschrijving	Soort verrichting			Overeen- stemmende algem. rek.	Econo- mische groep
		G	V	U		
140-08	Verzekering van materieel voor wegen en waterlopen	G	V	U	61509	71
911-58	Onwaarden op prefinancieringsleningen	B	-	U	17501	92

GEWIJZIGDE ECONOMISCHE CODES

Econo- mische code	Omschrijving	Soort verrichting			Overeen- stemmende algem. rek.	Econo- mische groep
		G	-	O		
466-08	Specifieke gewestelijke fondsen	G	-	O	73406	61
774-51	Verkoop van machines, exploitatiematerieel en uitrusting	B	-	O	77241	81
891-51	Vervroegde aflossing van leningen en aflossing van leningen met enkele vervalddag door hogere overheden	B	-	O	27545	82

NIEUWE ALGEMENE REKENINGEN

Algemene rekening	Omschrijving	Balans-rubriek	Prefix v/d indiv.reken.	(5) *
08001	Debiteuren wegens trekkingsrechten op investeringssubsidies			N
08002	Trekkingsrechten op investeringssubsidies ter beschikking van de gemeente			N
41900	Vorderingen op intercommunales in rekening-courant	VII.B.4°	0021	N
42844	Opeisbare saldi van leningen aan de hogere overheden	VII.D.	0021	N
42846	Opeisbare saldi van leningen aan andere overheidsinstellingen	VII.D.	0021	N
46900	Schulden aan intercommunales in rekening-courant	VIII.D.'	0021	N
55206	ASLK rekeningen kredietopening op leningen	IX.B.	071	N
58206	ASLK betalingen in uitvoering op rekeningen kredietopening op leningen	IX.C.	072	N

NIEUWE GROEPEN VAN DE ALGEMENE REKENINGEN

- 08 TREKKINGSRECHTEN
 419 VORDERINGEN IN REKENING-COURANT
 469 SCHULDEN IN REKENING-COURANT

GEWIJZIGDE ALGEMENE REKENINGEN

Algemene rekening	Omschrijving	Balans-rubriek	Prefix v/d indiv.reken.	(5) *
42530	Terugvordering van vervroegde aflossingen van leningen en van aflossingen van leningen met enkele vervaldag ten laste van derden	VII.D.	0021	N
43521	Vervroegde aflossingen van leningen en aflossingen van leningen met enkele vervaldag bij het Gemeentekrediet	VIII.A.'1°	0021	N
43529	Vervroegde aflossingen van leningen en aflossingen van leningen met enkele vervaldag bij andere kredietinstellingen	VIII.A.'1°	0021	N
49999	Overnamerekening	X. of X.'		N

GEWIJZIGDE GROEPEN VAN DE ALGEMENE REKENINGEN

- 4253 TERUGVORDERING VAN VERVROEGDE AFLOSSINGEN VAN LENINGEN EN VAN AFLOSSINGEN VAN LENINGEN MET ENKELE VERVALDAG TEN LASTE VAN DERDEN
 433 FINANCIËLE SCHULDEN IN REKENING-COURANT

VERANTWOORDING VAN DE AANPASSINGEN

1. ECONOMISCHE CODES

1.1. NIEUWE ECONOMISCHE CODES

1.1.1. Verzekering van materieel voor wegen en waterlopen (140-08)

Er is een probleem voor verzekeringspremies die de gemeenten betalen voor allerlei materieel, dat geen transportmaterieel is, b.v. een bulldozer.

De creatie van de economische code 140-08 biedt hiervoor een oplossing.

1.1.2. Onwaarden op prefinancieringsleningen (911-58)

Daar in de praktijk dergelijke onwaarden regelmatig blijken voor te komen wordt hiervoor een specifieke economische code gecreëerd : 911-58. Daardoor wordt de omweg via de algemene code voor onwaarden van de buitengewone dienst, 701-51, vermeden.

1.2. WIJZIGINGEN AAN ECONOMISCHE CODES

1.2.1. Specifieke gewestelijke fondsen (466-08)

De omschrijving van de economische code 466-08 "Bijzondere dotatie" wordt vervangen door "Specifieke gewestelijke fondsen".

Deze wijziging wordt doorgevoerd omdat

— de bijzondere dotatie niet meer bestaat en

— er een economische code noodzakelijk is voor de fondsen en/of andere vormen van subsidiëring die op het niveau van de Gewesten en Gemeenschappen gecreëerd worden en voor de gemeenten ontvangsten van de gewone dienst uitmaken, b.v. het Sociaal Impulsfonds in Vlaanderen.

De toezichhoudende overheden kunnen via hun begrotingsonderrichtingen het gebruik van begrotingsartikels opleggen met de benaming van het fonds als specifieke omschrijving. Het nummer van deze artikels zal dan bestaan uit de gepaste functionele code in combinatie met de economische code 466-08. Indien er verschillende fondsen zouden bestaan die onder dezelfde functie thuishoren, kan het onderscheid gemaakt worden door de functionele code uit te breiden tot 4 of 5 cijfers.

1.2.2. Verkoop van machines, exploitatiematerieel en uitrusting (774-51)

Het ministerieel besluit van 29 april 1996 biedt voor de individuele rekeningen verbonden met de algemene rekening 23301 "Machines, exploitatiematerieel en uitrusting" de keuzemogelijkheid tussen 05 en 06 als prefix (voorheen was enkel 05 mogelijk).

De aanpassing van de algemene rekening gekoppeld aan de economische code 774-51 "Verkoop van machines, exploitatiematerieel en uitrusting" (23301) werd echter over het hoofd gezien. Daardoor stelt er zich een probleem bij de verkoop van dergelijk materieel, geboekt op een individuele rekening met prefix 06. Door deze prefixkeuze wordt de waarde van dit materieel immers niet opgevolgd in de boekhouding. Een eventuele verkoop ervan betekent bijgevolg een opbrengst voor het integraal bedrag van de verkoopprijs, te boeken op de algemene rekening 77241 "Meerwaarden bij realisatie van vaste activa".

Daarom wordt de economische code 774-51 "Verkoop van machines, exploitatiematerieel en uitrusting" verbonden met de algemene rekening 77241, zoals dit het geval is met alle economische codes voor de verkoop van vaste activa die geboekt moeten of kunnen worden op individuele rekeningen met prefix 06.

1.2.3. Vervroegde aflossing van leningen en aflossing van leningen met enkele vervalddag door hogere overheden (891-51)

Bij ministerieel besluit van 29 april 1996 werd de omschrijving van een reeks economische codes met betrekking op de vervroegde aflossing van leningen uitgebreid met de "aflossing van leningen met enkele vervalddag", omdat er voor dergelijke aflossingen geen gepaste economische code bestond. De economische code 891-51 werd hierbij vergeten; vandaar de huidige aanpassing.

2. ALGEMENE REKENINGEN

2.1. NIEUWE ALGEMENE REKENINGEN

2.1.1. Trekkingsrechten (08001 en 08002)

In de klasse 0 "Niet in de balans opgenomen rechten en verplichtingen" wordt een nieuw koppel rekeningen gecreëerd :

08001 Debiteuren wegens trekkingsrechten op investeringssubsidies

08002 Trekkingsrechten op investeringssubsidies ter beschikking van de gemeente

Op deze rekeningen worden de bedragen geboekt van de investeringssubsidies waarop de gemeente voor een bepaald boekjaar recht heeft, waarvan gedurende dat boekjaar geen gebruik gemaakt wordt en die kunnen overgedragen worden naar het volgend of de volgende boekjaren. Voor de bedragen die in dat volgend boekjaar effectief als vastgesteld recht geboekt worden, zal de oorspronkelijke boeking uiteraard tegengeboekt worden.

Specifiek kunnen deze rekeningen gebruikt worden voor de trekkingsrechten op het Vlaamse investeringsfonds, maar ook in andere gevallen, zoals de trekkingsrechten die de gemeenten bij bepaalde intercommunales ter beschikking krijgen.

2.1.2. Vorderingen en schulden in rekening-courant (41900 en 46900)

De noodzaak om deze twee rekeningen te creëren is vooral ontstaan door de verrichtingen van de gemeenten in hun relatie met financieringsintercommunales in de sector van de energievoorziening. De bedoeling ervan is dat het saldo van de rekening-courant in de gemeentelijke boekhouding steeds, en zeker op balansdatum, overeenstemt met het saldo "rekening-courant gemeente X" dat voorkomt in de boekhouding van de financieringsintercommunale.

Om dit te bereiken moeten alle vorderingen en schulden (vastgestelde rechten en aanrekeningen) die voortvloeien uit de betrekkingen met de intercommunale in de gemeentelijke boekhouding gegroepeerd worden op deze rekening-courant. Ze zal in principe altijd een debetsaldo hebben in de gemeentelijke boekhouding. Tijdens het boekjaar gebruiken we daarom steeds de rekening 41900 "Vorderingen in rekening-courant". Indien deze rekening een creditsaldo zou vertonen op de balansdatum, boeken we, als afsluitingsverrichting, dit saldo over naar de rekening 46900 "Schulden in rekening-courant".

De creatie van de rekening 46900 en dus van de subgroep 469 "Schulden in rekening-courant" maakt, om verwarring te vermijden, een wijziging van de omschrijving van de subgroep 433 noodzakelijk : "Financiële schulden in rekening-courant" (behoort tot de groep 43 "Financiële schulden").

De totalisatiecodes van de volgende balansrubrieken dienen aangepast te worden :

- ACTIEF - VII.B.4° Diverse vorderingen : 416/419+461;

- PASSIEF - VIII.D.' Overige schulden : 464/469.

2.1.3. Opeisbare saldi van leningen aan de hogere overheden en aan andere overheidsinstellingen (42844 en 42846)

In de subgroep 428 "Opeisbare leningen" van het algemeen rekeningstelsel worden de rekeningen ondergebracht waarop de vorderingen geboekt worden ingeval van vervroegde terugbetaling van toegestane leningen en de terugbetaling van toegestane leningen met enkele vervalddag.

Voor leningen aan ondernemingen en aan gezinnen en v.z.w.'s waren de algemene rekeningen 42841 en 42842 voorzien. Voor leningen aan hogere overheden en andere overheidsinstellingen bestonden dergelijke rekeningen niet. Vandaar de creatie van :

42844 "Opeisbare saldi van leningen aan de hogere overheden"

42846 "Opeisbare saldi van leningen aan andere overheidsinstellingen".

2.1.4. ASLK rekeningen kredietopening op leningen (55206 en 58206)

Daar de ASLK bij het toestaan van leningen aan de gemeenten gebruik maakt van een rekening "kredietopening lening X" (een gelijkaardig systeem als bij het Gemeentekrediet), wordt er naar analogie met de rekening 55006, een rekening 55206 gecreëerd. Voor de betalingen in uitvoering is bijgevolg de rekening 58206 noodzakelijk.

2.2. WIJZIGINGEN AAN ALGEMENE REKENINGEN

2.2.1. Terugvordering van vervroegde aflossingen van leningen en van aflossingen van leningen met enkele vervalddag ten laste van derden (42530)

Bij ministerieel besluit van 29 april 1996 werd de omschrijving van de economische code 893-51, die de boekingen op de algemene rekening 42530 veroorzaakt, uitgebreid met "en aflossingen van leningen met enkele vervalddag". Het huidige ministerieel besluit past ook de omschrijving van de betrokken algemene rekening aan.

2.2.2. Vervroegde aflossingen van leningen en aflossingen van leningen met enkele vervalddag (43521 en 43529)

Bij ministerieel besluit van 29 april 1996 werden de omschrijvingen van de economische codes die de boekingen op de algemene rekeningen 43521 en 43529 veroorzaken, uitgebreid met "en aflossing van leningen met enkele vervalddag". Het huidige ministerieel besluit past ook de omschrijvingen van de betrokken algemene rekeningen aan.

2.2.3. Overnamerekening (49999)

De rekening 49999 heeft met de vroegere omschrijving "Overname oude budgettaire boekhouding" geen reden van bestaan meer. Daar ze echter nog nuttig kan gebruikt worden in diverse overnamesituaties (b.v. bij overdrachten van een boekjaar naar het volgende of bij wisseling van gemeenteontvanger) wordt de rekening niet geschrapt. De omschrijving wordt wel verruimd : overnamerekening (zonder nadere specificatie).

Het behoort tot de bevoegdheid van de toezichhoudende overheden om het gebruik van deze rekening te reglementeren.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

[C - 97/23012]

**Sociétés mutualistes
Mutualités et unions nationales de mutualités
Approbation de modifications statutaires**

En application de l'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités, le Ministre des Affaires sociales a approuvé :

1° les modifications des articles 16, 17, 22, 23, 33 et 69 des statuts de la mutualité "Christelijke Mutualiteit van het arrondissement Mechelen" (104), établie à Mechelen, décidées par l'assemblée générale le 24 mars 1997;

2° les modifications des articles 2, 6, 9, 10, 11, 13, 16, 25, 26, 30, 33, 35, 36, 37, 39, 40, 41, 43, 94 et le nouvel article 30^{bis} des statuts de la mutualité "Mutualité chrétienne du Centre, de Charleroi et de Thudinie" (128), établie à Anderlues, décidées par l'assemblée générale le 22 mars 1997;

3° les modifications des taux des cotisations perçues par la mutualité "Socialistische Mutualiteit Antwerpen" (301), établie à Antwerpen, décidées par le conseil d'administration le 23 avril 1997;

4° les modifications des articles 9, 60 et 62 des statuts de la mutualité "Arbeid en Gezondheid, Socialistische Mutualiteit van de arrondissementen Mechelen en Turnhout" (304), établie à Mechelen, décidées par l'assemblée générale le 26 mars 1997;

5° les modifications de l'article 51 des statuts de la mutualité "Socialistische Mutualiteit van Zuid- en Midden West-Vlaanderen Bond Moyson" (309), établie à Kortrijk, ainsi que les modifications des taux des cotisations, décidées par l'assemblée générale le 18 avril 1997;

6° les modifications de l'article 49 des statuts de la mutualité "Socialistische Mutualiteiten Bond Moyson" (310), établie à Zottegem, ainsi que les modifications des taux des cotisations, décidées par l'assemblée générale le 25 mars 1997;

7° les modifications de l'article 43 des statuts de la mutualité "Ziekenfonds Bond Moyson (Gent-Eeklo) - Socialistische Mutualiteit" (311), établie à Gent, décidées par l'assemblée générale le 26 mars 1997;

8° les modifications des articles 9, 10 et 47 des statuts de la mutualité "Liberale Mutualiteit Provincie Antwerpen" (401), établie à Antwerpen, ainsi que les modifications des taux des cotisations, décidées par l'assemblée générale le 29 avril 1997.

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

[C - 97/23012]

**Maatschappijen van onderlinge bijstand
Ziekenfondsen en landsbonden van ziekenfondsen
Goedkeuring van statutenwijzigingen**

In toepassing van artikel 11, § 1, lid 1, van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, heeft de Minister van Sociale Zaken goedgekeurd :

1° de wijzigingen aan de artikelen 16, 17, 22, 23, 33 en 69 van de statuten van het ziekenfonds "Christelijke Mutualiteit van het arrondissement Mechelen" (104), gevestigd te Mechelen, beslist door de algemene vergadering van 24 maart 1997;

2° de wijzigingen aan de artikelen 2, 6, 9, 10, 11, 13, 16, 25, 26, 30, 33, 35, 36, 37, 39, 40, 41, 43, 94 en het nieuw artikel 30^{bis} van de statuten van het ziekenfonds "Mutualité chrétienne du Centre, de Charleroi et de Thudinie" (128), gevestigd te Anderlues, beslist door de algemene vergadering van 22 maart 1997;

3° de wijzigingen van de bijdragen geïnd door het ziekenfonds "Socialistische Mutualiteit Antwerpen" (301), gevestigd te Antwerpen, beslist door de raad van bestuur van 23 april 1997;

4° de wijzigingen aan de artikelen 9, 60 en 62 van de statuten van het ziekenfonds "Arbeid en Gezondheid, Socialistische Mutualiteit van de arrondissementen Mechelen en Turnhout" (304), gevestigd te Mechelen, beslist door de algemene vergadering van 26 maart 1997;

5° de wijzigingen aan het artikel 51 van de statuten van het ziekenfonds "Socialistische Mutualiteit van Zuid- en Midden West-Vlaanderen Bond Moyson" (309), gevestigd te Kortrijk, alsook de wijzigingen van de bijdragen, beslist door de algemene vergadering van 18 april 1997;

6° de wijzigingen aan het artikel 49 van de statuten van het ziekenfonds "Socialistische Mutualiteiten Bond Moyson" (310), gevestigd te Zottegem, alsook de wijzigingen van de bijdragen, beslist door de algemene vergadering van 25 maart 1997;

7° de wijzigingen aan het artikel 43 van de statuten van het ziekenfonds "Ziekenfonds Bond Moyson (Gent-Eeklo) - Socialistische Mutualiteit" (311), gevestigd te Gent, beslist door de algemene vergadering van 26 maart 1997;

8° de wijzigingen aan de artikelen 9, 10 en 47 van de statuten van het ziekenfonds "Liberale Mutualiteit Provincie Antwerpen" (401), gevestigd te Antwerpen, alsook de wijzigingen van de bijdragen, beslist door de algemene vergadering van 29 april 1997.